



GEORGES AZENSTARCK/ROGER-VOLLET

UNION

Le FLN avait demandé à ses partisans de défiler dans le centre de Paris avec calme et sans armes.

“ J’AI VU LA POLICE JETER MES CAMARADES ALGÉRIENS DANS LA SEINE ”

Ce jour-là, Malika Bettiche, à 19 ans, manifeste aux côtés des milliers de Français musulmans d’Algérie contre le couvre-feu qui leur est imposé. Elle assiste à la tuerie.

PROPOS RECUEILLIS PAR LINA RHRISSI

« **E**n 1961, on habitait dans des baraques à Nanterre. On était tous entassés entre Algériens, on allait chercher l’eau à la fontaine, il pleuvait en haut, il pleuvait en bas. On se débrouillait comme on pouvait. Le bidonville s’appelait la Folie. Ça fait bien! Le FLN [Front de libération national, le parti indépendantiste algérien, NDLR] avait besoin de filles pour distribuer les tracts et pour ramasser l’argent.

Ils ont demandé à mon père si je pouvais le faire. J’avais dit oui sans hésiter et je glissais les documents dans mon cartable. Il fallait aller d’un café algérien à l’autre. Il y en avait partout à l’époque. Le 5 octobre 1961, le préfet de la police de Paris Maurice Papon avait instauré un couvre-feu à partir de 20 h 30 pour les « Français musulmans d’Algérie ». On n’avait pas le droit de sortir. Ce qui voulait dire que le soir, le samedi et le dimanche, on ne pouvait pas aller voir notre famille. On était français, on avait les papiers, mais on n’avait pas les mêmes droits que les autres. On s’est dit qu’on n’allait pas rester comme ça. Le FLN a fait passer le mot qu’on allait descendre dans la rue, jusqu’au centre de Paris. Ça n’était écrit nulle part, on se le disait entre nous, le vrai téléphone arabe! On savait qu’il y avait Papon, que ça ne se passerait pas bien. Mais ça ne fait rien, il fallait montrer qu’on était plus intelligents qu’eux.

ALORS, LE 17 OCTOBRE 1961, dans l’après-midi, on s’est mis en route avec mon cousin et plusieurs connaissances. On s’est habillés comme si on allait à une fête. Je crois que j’étais en petite robe. Les petites filles, les petits garçons, les femmes avec les poussettes... Tout le monde est descendu dans la rue. Surtout pas d’armes, pas de couteaux, rien sur nous, c’étaient les consignes. On a marché jusqu’à La Défense [à l’ouest de Paris, NDLR]. Il y avait des CRS partout. Sur le pont de Neuilly, on a vu des policiers jeter des gens dans la Seine. Pour leur échapper, on a pris le métro jusqu’à Saint-Michel. Sur place, ceux des autres bidonvilles, d’Aubervilliers et de La Courneuve, nous avaient rejoints. On était tellement nombreux. Les flics

UNE MANIFESTATION PACIFIQUE MATÉE À GRANDS COUPS DE MATRAQUES

LE 17 OCTOBRE 1961, LA GUERRE D’ALGÉRIE TOUCHE À SA FIN. A Paris, le préfet Maurice Papon vient d’imposer un couvre-feu visant les « Français musulmans d’Algérie ». Ils n’ont pas le droit de circuler de 20 h 30 à 5 h 30 du matin et leurs débits de boissons doivent fermer à 19 heures. A l’appel de la fédération française du Front de libération nationale (FLN), 20 000 à 30 000 travailleurs algériens accompagnés

de leurs familles convergent vers la capitale. Le FLN leur a interdit d’être armés. La police les accueille à coups de matraques. Des dizaines d’Algériens sont jetées dans la Seine. Des milliers sont arrêtés et envoyés au Palais des sports ou au camp d’internement de Vincennes, où les exactions continuent. Difficile de savoir combien sont morts exactement, mais les chercheurs établissent un bilan allant de 150 à 200 victimes.



ELIE KAGAN/BIBLIOTHÈQUE DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE CONTEMPORAINE

LE PREMIER POLICIER

En octobre 1961, c’est le préfet de police Maurice Papon qui dirige les forces de l’ordre dans la capitale.

nous courraient après, ils nous tabassaient avec leurs “bidules”, le nom de leurs matraques en bois, ils nous tiraient dessus. Ils nous traitaient de rats ou de bougnoules. C’étaient surtout les hommes qui étaient massacrés. Il y avait aussi beaucoup de “paniers à salade”. C’est comme ça qu’on appelait les camions de CRS parce qu’ils avaient des grillages. Dedans, ils embarquaient les gens pour les mettre en prison, à Fresnes, ou dans des camps d’internement, comme au Larzac. Eparpillés un peu partout.

TOUS LES POLICIERS n’étaient pas d’accord avec ce qui se passait. Mais ils étaient obligés de suivre les ordres. Ils étaient payés pour ça, on le savait. Certains, surtout les communistes, faisaient semblant d’arrêter des blessés et les amenaient à l’hôpital Denfert-Rochereau pour qu’ils se fassent soigner par des médecins complices. De mon côté, alors qu’ils nous couraient avec leurs ma-

traques, j’ai couru pour me réfugier dans le cinéma le Grand Rex, sur les Grands Boulevards, où l’on pouvait entrer facilement en ce temps-là en passant par les tourniquets. On était un petit groupe et quelqu’un est venu nous dire de rester cachés, qu’ils avaient bloqué les accès au métro et que ceux qui s’étaient engouffrés dans la bouche se faisaient tabasser. Du coup, le soir venu, on est retournés à pied jusqu’à La Défense.

LE LENDEMAIN, on a fait le compte des disparus, sans vraiment savoir s’ils avaient été tués ou emprisonnés. On avait la haine mais on ne pouvait rien faire. Il fallait continuer à se cacher. Distribuer des tracts aux gens pour la manifestation des femmes à venir. Ne pas baisser les bras. Après l’indépendance de l’Algérie, le 5 juillet 1962, on a forcément reparlé du 17 octobre 1961. Untel avait perdu son cousin, untel son frère... Mais si c’était à recommencer, je le referais. ■



MALIKA BETTICHE est née à Constantine, en Algérie, en 1942. En 1953, elle débarque en Auvergne, puis s’installe à Nanterre. Pendant quarante ans, elle est sage-femme à l’hôpital Bichat de Paris. Elle vit désormais à Malakoff.

LINA RHRISSI